

# La grande cacophonie du PS, du MR et du CDH autour du cas “Moreau”

- Le conseil d'administration de Nethys a été renouvelé ce mercredi. Ecolo a refusé d'y être représenté.
- Les verts refusent de cautionner l'astuce qui permet à Stéphane Moreau de rester le CEO de Nethys.
- Claude Eerdeken (PS) attaque le monde politique liégeois, accusé de tout faire pour maintenir Moreau.

## Rétroactes

L'affaire Publifin éclate fin 2016, les médias révèlent l'existence de comités de secteur au sein de l'intercommunale liégeoise Publifin. Des comités dont les membres perçoivent des rémunérations importantes pour un nombre réduit de réunions auxquelles ils ne sont même pas tenus de participer. Le scandale s'étend vite aux filiales de Publifin et mouille une série de décideurs politiques. André Gilles (PS), Dominique Drion (CDH) et Georges Pire (MR) sont pointés du doigt. Chez Nethys, société privée dépendant directement de Publifin, c'est le comité de direction qui fait l'objet aussi de toutes les attentions. Le parlement wallon met sur pied une commission d'enquête qui recommandera nombre de modifications au sein de Publifin et de Nethys. Stéphane Moreau, le CEO de Nethys, finira par quitter le PS et le maïorat d'Ans. Hier soir, l'assemblée générale de Nethys devait procéder au remplacement d'un certain nombre d'administrateurs de la société.

**M**ardi sur le coup de 17 h. On retrouve Jean-Claude Marcourt, chef de file des socialistes de la province de Liège, son homologue, MR, Daniel Bacquelaine, Muriel Gerkens coprésidente d'Ecolo pour la province de Liège et un représentant de la ministre wallonne CDH Alda Greoli par ailleurs joignable par téléphone. La réunion doit permettre de s'accorder sur l'avenir du conseil d'administration de Nethys. Elle a été convoquée sous l'impulsion de Muriel Gerkens. Cette dernière donne le point de vue d'Ecolo: d'accord pour intégrer le conseil d'administration de Nethys mais il faut alors être au clair sur la procédure.

Tout le monde autour de la table convient que la première étape sera de renouveler le conseil d'administration dans son entièreté, le mercredi 18 octobre *“conformément à la recommandation de la commission d'enquête”*. Concrètement, il s'agira de nommer sept administrateurs-experts –trois PS, deux MR, un CDH et un Ecolo– qui ne sont pas des anciens administrateurs de Nethys. Jusque-là, tout le monde est d'accord.

La discussion dérape une première fois lorsque Muriel Gerkens souhaite s'assurer que les administrateurs indépendants actuels (Pierre Meyers, Philippe Delaunois et François Fornieri) ne seront pas non plus reconduits. Les administrateurs indépendants doivent, selon Ecolo, faire l'objet d'un consensus entre les quatre fédérations –et ils n'ont pas son

soutien. Pour le PS, le MR et le CDH, par contre, les trois administrateurs indépendants actuels doivent rester. Pour assurer la transition. Premier blocage. D'autant qu'Ecolo souhaite que les membres du management ne soient pas membre du conseil d'administration –pour rappel, Stéphane Moreau, le CEO de Nethys, est également administrateur délégué, mais, au mieux, invités.

## L'avenir des activités de Nethys

Vient ensuite la question du remplacement du management de Nethys. Ecolo souhaitait que les quatre fédérations s'accordent sur un agenda qui déterminerait quand le comité de direction serait remplacé *“comme le recommande la commission d'enquête”*, avance une nouvelle fois Muriel Gerkens. Deuxième blocage. PS, MR et CDH refusent de se prononcer sur un agenda qui évoquerait aussi la réorganisation du groupe Publifin/Nethys. Quelles activités conserver? Comment séparer Resa de Nethys? Comment supprimer Finanpart? Et cetera.

Ecolo, face à ces refus, estime que sa place ne peut pas être dans le conseil d'administration de Nethys. Ils n'ont pas reçu les assurances nécessaires. L'information se répand rapidement via les réseaux sociaux.

Mercredi matin, la ministre wallonne des Pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR), est l'invitée de l'interview matinale sur La Première. Elle est interrogée sur sa volonté de voir Stéphane Moreau quitter Nethys, une position affirmée virilement deux semaines auparavant. On sent la ministre wallonne

mal à l'aise. Valérie De Bue considère que cette décision relève de Stéphane Moreau, lui-même. Elle avance aussi qu'actuellement le gouvernement wallon n'est pas en capacité de l'écarter.

Peu de temps après, le député wallon CDH, Dimitri Fourny (ancien membre de la commission d'enquête) envoie un communiqué de presse. Il réaffirme sa volonté de voir Stéphane Moreau quitter complètement Nethys et reproche à Ecolo "la politique de la chaise vide".

Peu après, c'est au tour d'Olivier Chastel, président du MR, de sortir un communiqué. Il annonce que Moreau ne doit plus siéger au conseil d'administration. Son homologue du PS, Elio Di Rupo, sur Twitter, dit la même chose. L'ambiguïté est là: le PS et le MR ne ciblent que le rôle d'administrateur-délégué de Stéphane Moreau. Pas son rôle exécutif. Olivier Chastel l'évoquera mais seulement "à titre personnel". Le président du

MR ne dit donc pas la même chose que la ministre De Bue, pourtant du même parti.

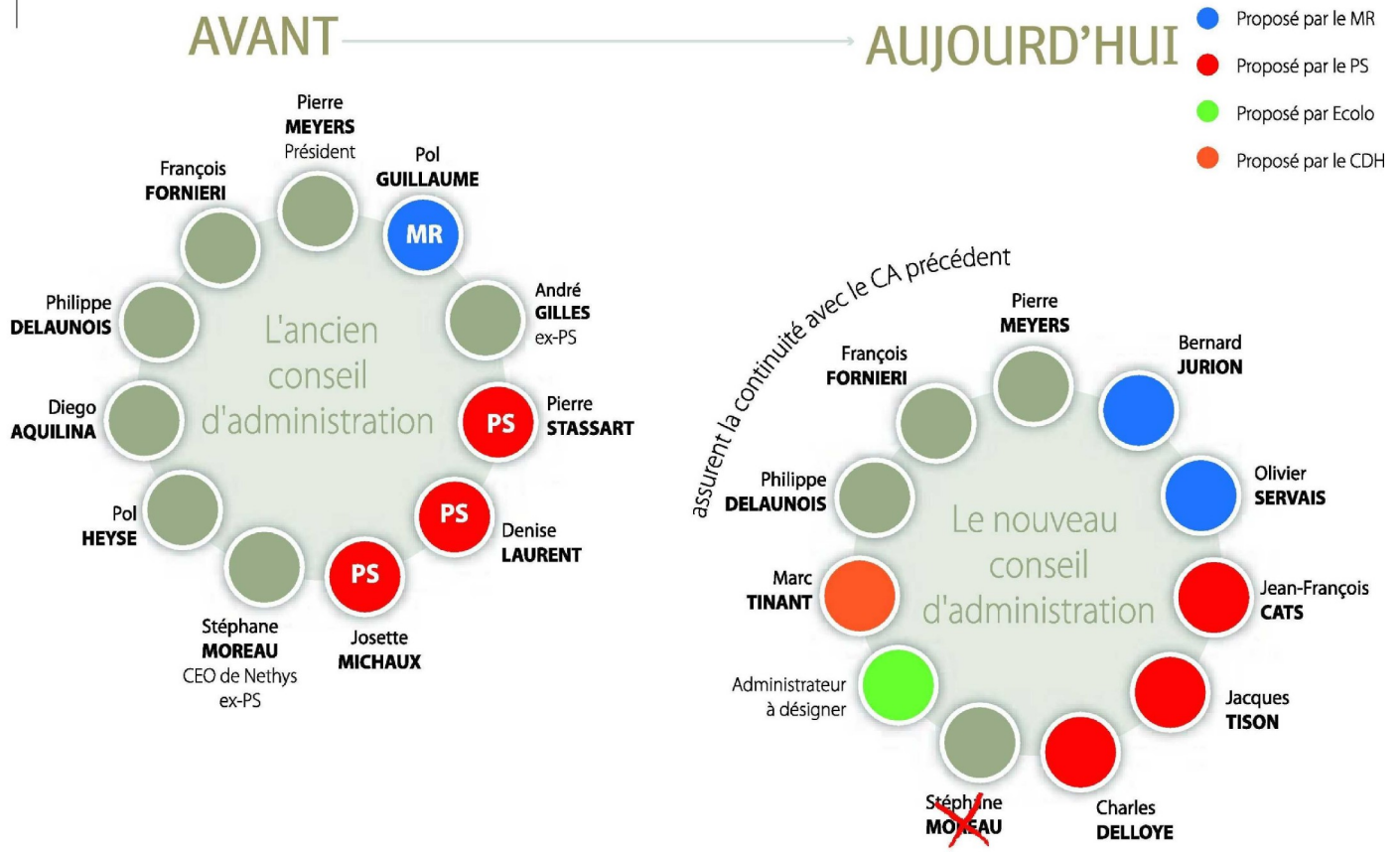
A 17 h, l'assemblée générale de Nethys commence. Paul-Emile Mottard (PS), président des CA de Publi-fin et de Finanpart, a reçu le mandat pour installer un nouveau conseil d'administration (voir infographie). Où ne figurera plus Stéphane Moreau. Lequel reste cependant CEO de Nethys.

Stéphane Tassin

*"En tout état de cause, dès ce soir, Stéphane Moreau ne doit plus siéger au CA de Nethys."*

Olivier Chastel  
Président du MR

Conseil d'administration de Nethys, l'ancien et le nouveau



**In et out****Stéphane Moreau est toujours CEO de Nethys**

**Astuce.** Il a été décidé, lors de l'assemblée générale de Nethys, que Stéphane Moreau, pourtant administrateur délégué de la société, ne siègera plus au conseil d'administration de l'entreprise. Embêtant, pour un administrateur. L'astuce qui sera proposée à moyen terme consistera à transformer le contrat actuel de Stéphane Moreau pour faire de lui un directeur général de Nethys et non plus un administrateur général.

Un nouveau contrat qui permettra de faire baisser la rémunération qu'il perçoit actuellement (un peu moins du million d'euros) et qui avait fait scandale à l'époque de la commission d'enquête Publifin/Nethys. Le montant qu'il percevra devrait tourner autour des 245 000 euros annuels – soit le montant maximum autorisé pour le dirigeant d'un organisme public en Wallonie. Par cette manœuvre, les présidents du MR, Olivier Chastel, et du PS, Elio Di Rupo, tiennent parole. Stéphane Moreau ne siège plus comme administrateur. Par contre, il reste, pour l'heure, aux commandes opérationnelles de la société. **S.Ta.**

## La “solidarité” entre Liégeois attaquée sur le maintien de Stéphane Moreau

**A** Liège, on est d'abord principautaire avant d'être PS, MR ou encore CDH. Seul l'intérêt supérieur de l'ancienne Principauté l'emporterait sur toute autre considération. Les présidents de parti n'ont qu'à bien se tenir: fidèles à leur histoire tumultueuse et frondeuse, les Liégeois seraient des têtes de bois qui, à la fin, s'arrangent toujours entre eux.

Une telle image d'Épinal a sans doute un fond de vérité. Mais cette solidarité intraliégeoise supposée a-t-elle influencé pour autant la question du maintien de Stéphane Moreau à la tête de Nethys? Certains le pensent. C'est le cas de Claude Eerdekens, le bouillonnant bourgmestre PS d'Andenne. Mercredi, il a envoyé à Elio Di Rupo un courrier au picrate pour dénoncer ce qu'il voit comme des tours de passe-passe principautaires pour maintenir l'ex-bourgmestre d'Ans à la tête de la filiale de Publifin.

### “Les Liégeois veulent maintenir Moreau”

“Malgré tout le tort fait au parti depuis décembre 2016 (le début du scandale Publifin, NdlR), en faisant fi des recommandations de la commission d'enquête du parlement wallon, Willy Demeyer (bourgmestre de Liège et ex-président de la fédération liégeoise du PS) et les directions liégeoises des autres partis veulent maintenir Stéphane Moreau à la di-

rection de Nethys, écrit Claude Eerdekens au président du PS. *Willy Demeyer, pour les raisons que l'on imagine, le défend. Seul Ecolo a une attitude claire et digne.*” La dernière phrase est particulièrement savoureuse, lorsqu'on sait à quel point Claude Eerdekens a pu se montrer critique envers les écologistes lorsqu'ils étaient au pouvoir au gouvernement wallon...

### Dans les rangs liégeois, on conteste qu'il y ait eu des petits arrangements entre copains.

*de partis, s'étonne une source politique proche du dossier Nethys. Ecolo était d'ailleurs d'accord pour juste exclure Stéphane Moreau du conseil d'administration (CA) et pour revoir sa rémunération à la baisse. Mais l'affaire de l'Ondraf (l'organisme national des déchets radioactifs), où un Ecolo est ‘mouillé’ pour des rémunérations indues, a provoqué un revirement à 180 degrés mardi soir. Ecolo a voulu laver plus blanc que blanc en refusant de nommer un administrateur au CA de Nethys et vite faire oublier les infos sur l'Ondraf...*”

F.C.

### “Revirement à 180° d'Ecolo”

Quoi qu'il en soit, la charge contre Liège est rude. Dans les rangs principautaires des partis traditionnels, on conteste qu'il y ait eu des petits arrangements entre copains dans le dos des organes centraux des formations politiques. Au contraire, contactés mercredi, plusieurs Liégeois ciblent le comportement d'Ecolo. “Tout s'est fait en concordance avec les présidents